

## La Palestine après Arafat

Avec la mort d'Arafat, le problème palestinien est entré dans une étape où les interlocuteurs doivent profiter de l'expérience et des lacunes de l'étape précédente.

Nabil Maarouf

C'est à l'aube du siècle dernier qu'ont commencé, sur la scène internationale, les préparatifs du plan pour usurper son territoire à la Palestine et créer un Etat juif. Ces préparatifs incluent aussi bien la déclaration de Balfour, en 1917, du ministère des Affaires étrangères britannique pour la création d'un foyer national juif en Palestine, que les accords Sykes&Picot de 1916, dont l'objectif était la division du monde arabe en plusieurs « Etats-nation » pour ainsi ouvrir la voie de son contrôle et faciliter la création de l'Etat juif.

En 1948, la scène était déjà prête pour conclure le plan. En ce sens, il faut souligner les facilités que le mandataire britannique offrit à l'émigration juive en Palestine, en lui fournissant les conditions propices pour proclamer son Etat et livrer une guerre contre la population autochtone.

Même si la résolution 181 du 2 novembre 1947 des Nations unies établissait le partage de la Palestine en deux Etats, un arabe et un autre juif, le monde entier est resté impassible devant l'invasion des frontières du supposé Etat palestinien par l'armée israélienne, réduisant les territoires de la Cisjordanie, y compris la Jérusalem orientale dont l'administration fut confiée à l'Etat jordanien et la frange de Gaza, à l'Egypte. Suite à cela, les pays limitrophes de la Palestine durent accueillir des dizaines de milliers de réfugiés.

Ainsi, la communauté internationale (les puissances qui ont imposé leur critère) a créé l'Etat israélien en ignorant totalement la création du palestinien. Elle ferma les yeux devant l'invasion des frontières établies pour l'Etat palestinien et se limita à créer l'UNRWA (Agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens). La question palestinienne devenait ainsi un simple problème humanitaire, dont la solution consistait à prêter aux palestiniens l'aide nécessaire à leur subsistance.

Dès lors, le peuple palestinien souffre tous types de calamités, aussi bien sous la domination israélienne que dans la diaspora ; l'un des objectifs est d'éliminer l'identité palestinienne, d'en finir avec sa personnalité nationale, d'éliminer ou plutôt de dissocier le problème palestinien de sa dimension politique. Pendant des décennies, l'ONU s'est limitée à traiter le problème palestinien dans sa dimension humanitaire, à savoir comment obtenir et

approuver le budget d'aide de l'UNRWA pour pouvoir mettre en œuvre son programme d'aide aux réfugiés.

### Arafat et le chemin de la paix

Cette situation s'est maintenue jusqu'à l'apparition, sur la scène politique, de la révolution palestinienne entreprise par l'organisation d'Al Fatah, dirigée par Yasser Arafat. Son principal objectif était de « naturaliser le problème palestinien », c'est-à-dire de montrer qu'il s'agissait avant tout du problème du peuple palestinien, indépendamment de l'importance de la Palestine pour le monde arabe et islamique. Pour cette raison, on insista sur le caractère de mouvement de libération nationale, capable de faire une distinction entre les intérêts de son peuple et ceux des autres, capable de différencier la réalité de l'utopie, afin que celle-ci puisse être maintenue sans troubler la réalité. La direction palestinienne veilla ainsi, au cours du temps, à maintenir une plus grande capacité d'indépendance dans la prise de ses décisions proprement palestiniennes. Les objectifs de cette révolution étaient et sont toujours connus : atteindre et exercer leur liberté une fois qu'ils auront récupéré leur identité et sauvegardé leur dignité. De tels objectifs étaient impossibles tant que le peuple palestinien n'aurait pas concrétisé son rêve : la création d'un Etat palestinien indépendant. Il est possible qu'en engageant la révolution, les leaders pionniers étaient convaincus de la possibilité d'atteindre la victoire, de libérer la Palestine et d'en finir avec l'occupation israélienne, compte tenu que l'Etat israélien est une entité artificielle, intruse dans la région.

Cependant certains dirigeants se sont très vite rendu compte que le conflit au Proche Orient, et en particulier sur le front palestino-israélien, n'était pas conditionné par la force israélienne et la faiblesse palestinienne, mais était intimement lié à une équation internationale qui, sous aucun prétexte, ne permettrait la défaite d'Israël. La seule chose que les palestiniens pourraient obtenir serait ce que les grandes puissances, engagées vis-à-vis de la sécurité et de la supériorité d'Israël, étaient disposées à offrir.

A ce stade, la pensée négociatrice commence à s'infiltrer dans l'esprit de la direction palestinienne, et à se ré-



Des étudiants palestiniens placent une affiche de leur leader Yasser Arafat à l'université de Gaza. Novembre 2004. / AP RADIALPRESS

percuter sur la trajectoire de sa cause. Le débat interne qui s'ouvre alors – en général passionnant – orientait la lutte vers la négociation, la réconciliation, la reconnaissance réciproque en échange de l'indépendance palestinienne et la création d'un Etat indépendant.

Le facteur déterminant qui rendit possible ce courant fut le pragmatisme d'Arafat, leader de la révolution palestinienne, qui octroya à ce courant une légalité ayant permis l'ouverture de nombreuses portes.

Ce fut un processus lent, ardu, qui débuta en 1974 : cette année-là, s'est enracinée la pensée de la paix et de la négociation, de façon publique et solennelle, au XIIe Conseil national palestinien (Parlement en exil, plus haute instance de l'Organisation pour la libération de la Palestine) et plus tard dans le discours historique d'Arafat devant l'Assemblée générale de l'ONU où, s'adressant à la communauté internationale, il insista : « Je viens ici soutenant d'une main le fusil d'un révolutionnaire et de l'autre, un rameau d'olivier : ne laissez pas tomber le rameau de ma main ».

Il convient de mentionner ici les répercussions de la guerre de 1973 sur ce processus : la pénétration de l'ar-

mée égyptienne dans le canal de Suez. Pour la première fois, l'Etat d'Israël senti se fissurer ses fondations. Les Etats Unis tendirent un pont militaire et tout un arsenal d'armes stratégiques, à travers une flotte continue, directement envoyées sur le champ de bataille. La condition internationale sur le conflit arabo-israélien apparaît ainsi clairement : « Il est absolument interdit de mettre Israël en déroute ». La guerre de 1973, dans laquelle ni les arabes gagnèrent, ni les israéliens perdirent, offrit la possibilité aux puissances d'agir de manière plus réaliste et de renforcer le langage de la paix et de la réconciliation de manière officielle et publique, malgré une forte opposition au sein du monde arabe en général, et palestinien en particulier, à cette dynamique. Ceci a eu des répercussions sur la publication et l'intensité des contacts avec les israéliens à la recherche de la paix.

Malgré les contacts établis entre les parties, la guerre s'est poursuivie entre les palestiniens et les israéliens ; les palestiniens prétendaient améliorer leurs conditions de réponse, et les israéliens, les en empêcher. Il convient de rappeler l'invasion du Liban en 1982, et le transfert de l'OLP en Tunisie et dans d'autres pays arabes.

Le fait que les arabes se sentissent agressés et bafoués dans leurs droits par Israël, les a conduit à la conclusion erronée qu'Israël était isolé à l'échelon international, et qu'il avait donc besoin d'une reconnaissance, par les arabes en général et les palestiniens en particulier, pour rompre son isolement. Par cette fausse croyance, les palestiniens ont eu l'idée ingénue que par le simple fait de tendre officiellement et publiquement une main de reconnaissance à Israël et pour la paix, les israéliens allaient se retirer des territoires occupés depuis 1967, entamer des négociations de paix avec les arabes et permettre la création d'un Etat palestinien.

La surprise fut cependant négative : nombre des hommes d'Arafat qui entrèrent en contact avec les israéliens en secret furent assassinés au début des années soixante par le service secret israélien, le Mosad ; malgré cela, les palestiniens poursuivirent leur offensive pour la recherche de la paix, dont l'apogée fut la signature des accords d'Oslo. Mais une fois que les ultra-israéliens eurent constaté que leur leader, Isaac Rabin, était convaincu de sa lutte pour la paix, et qu'il respecterait donc les engagements pris auprès des palestiniens, il fut assassiné.

### Sharon et la fin des négociations

**A**vec la mort de Rabin, c'est aussi la paix qu'on a assassiné, et l'extrême droite a de nouveau pris les rennes du pouvoir en Israël pour imposer son concept de la paix. Ainsi, l'arrivée au gouvernement d'Ariel Sharon s'est traduite par une intensification de la guerre, la réoccupation des territoires palestiniens, la pratique de la politique de la terreur, la destruction, l'humiliation, l'assassinat de milliers d'hommes et de femmes, de vieillards, d'enfants et de jeunes. Les prisons se remplirent. Sharon arracha des dizaines de milliers d'arbres, provoqua des mi-

lliers de blessés et d'invalides, démolit des milliers de maisons et une fois de plus, des milliers de familles se sont vues obligées à survivre aux intempéries ou sous des tentes.

Ainsi, les mandataires israéliens ont-ils freiné, pour ne pas dire étouffé, le processus de paix, aidés dans leur tâche par les changements au niveau de la scène politique internationale, surtout à partir du 11 septembre 2001.

D'autre part, pour être objectifs, il faut également reconnaître que les palestiniens ont commis des erreurs et ont contribué à l'aggravation de la situation, ce que la population est en train de payer fort cher. Le plafond politique des palestiniens chancelle. L'une des raisons ayant contribué à ce que les palestiniens commettent leurs erreurs est leur manque de confiance vis-à-vis des israéliens, qui n'ont donné aucun signe d'engagement ni d'intention de respecter leur part des accords. Alors qu'ils promettaient la libération des prisonniers, ils augmentaient le harcèlement contre la population. Il existe donc le sentiment que les palestiniens sont tenus de respecter leurs engagements, tandis que la partie occupante ne le fait pas.

Le résultat de cette dynamique a été le siège imposé par Israël au président Arafat dans la *Mouquata'a* à Ramallah, qu'il utilisa comme un moyen pour reporter indéfiniment le processus de paix, en le responsabilisant de l'aggravation de la situation et en le privant de son rôle de partenaire et d'interlocuteur valable pour la paix.

Il est certain que l'encercllement d'Arafat pendant trois ans dans la *Mouquata'a* l'a conduit à sa mort annoncée : il ne voyait pas la lumière du jour, et ne respirait que l'air qui entrainait dans ses trois pièces en ruines. A mon avis, Israël est responsable de la mort d'Arafat, pour avoir créé toutes les conditions ayant provoqué son décès.

Avec la disparition d'Arafat, le problème palestinien et le peuple palestinien sont entrés dans une nouvelle étape, qui suppose la poursuite de la lutte pour leurs droits nationaux inaliénables, pour en finir avec l'occupation et créer un Etat indépendant sur les territoires occupés depuis 1967, y compris la Jérusalem orientale comme capitale. Ce qui est certain, c'est que la manière d'agir des palestiniens avec les interlocuteurs, qu'ils soient locaux, régionaux ou internationaux, doit changer, et se fonder sur l'expérience acquise et les lacunes de l'étape précédente.

### Les réussites d'Arafat

**L**es cérémonies d'adieu à la dépouille mortelle d'Arafat à Paris, au Caire ou à Ramallah, ou encore la concentration de leaders mondiaux à ses obsèques du Caire, ont montré son importance, ainsi que ses grandes réussites politiques et morales au cours de sa lutte.

– Avec une rapidité intuitive, Arafat capta les dimensions de l'équation internationale, travailla pour tracer la voie et créer des conditions propices pour agir en harmonie avec cette dimension, sur la base d'un principe du réalisme. Mais pour y parvenir, il dut faire face aux forces d'opposition, locales et régionales, qui n'accordaient aucune importance à la dimension internationale et ne pre-

naient pas en considération le réalisme politique, ou suivaient un plan visant à ce que la cause palestinienne n'atteigne jamais cette dimension.

– Arafat a entrepris son chemin révolutionnaire entre 1948 et 1965, une époque où la question palestinienne fut reléguée à un simple problème humanitaire et de réfugiés, et dissociée de ses dimensions politiques et nationales. La tâche principale était de reconquérir la dimension politique ; en définitive, transférer le problème humanitaire et de subsistance à la scène politique internationale. Pour cela, il fut nécessaire de délimiter les objectifs et les règles du problème, et payer le juste prix.

L'histoire reflétera avec justice qu'Arafat fut le leader pionnier de la lutte nationale palestinienne contemporaine contre Israël, une lutte qui transforma la réalité du peuple palestinien, du statut de réfugié et de l'oubli à celui de l'équation politique décisive sur la scène politique régionale et internationale. Il est devenu un acteur principal à l'échelon régional, et indiscutablement reconnu au niveau international. Il transféra la conscience palestinienne de l'histoire et du symbolisme au terrain du pragmatisme et de la politique, c'est-à-dire du terrain de la lutte et de la négociation de l'autre de façon réciproque à celui de la pacification et de la coexistence, conformément à la formule : deux Etats pour deux peuples.

Même ainsi, Israël résista à ce mouvement, car il était conscient qu'une stratégie comme celle d'Arafat, établissant une solution reposant sur deux Etats pour deux peuples, ferait sortir le peuple palestinien du coin où il était puni en permanence, et le ferait entrer dans l'histoire, en reconnaissant la légitimité de sa cause et en détruisant la fausse image de victime éternelle d'Israël.

Pour cette raison, la bataille d'Israël contre Arafat commença par son acharnement à éluder sa responsabilité et son engagement vis-à-vis du processus de paix, en agissant sur la base de faits accomplis, par l'augmentation des colonies et la persistance de l'occupation.

Israël tentait ainsi de ne pas répondre aux questions sous-jacentes du processus de paix, sans reconnaître la partie palestinienne et en mettant fin à la négociation historique par son existence.

– Pendant les 40 ans où Arafat a été un acteur principal de la scène politique, le conflit arabo-israélien fut transféré au niveau de la négociation et de la réconciliation historique pour accepter l'autre. Jusqu'à ce jour, cet objectif n'a pas été atteint ; la réconciliation historique n'a pas été obtenue, mais irrémédiablement, la paix arrivera. Nous souhaitons que ce soit le plus tôt possible, dans tout le Proche Orient. L'Etat palestinien viable sera une réalité sur les frontières de 1967, aux côtés de l'Etat d'Israël.

Le monde entier se souviendra alors d'Arafat, de la paix qu'il sema et à laquelle il contribua.

Israël ne pourra alors refuser de reconnaître que cet homme, qu'il harcela et maltraita, avait jeté les fondations pour la construction d'une paix juste et durable, protégeant l'avenir des futures générations avec la paix et le progrès. ■